

Gestion de la chasse villageoise et préservation des ressources cynégétiques dans le bassin du Congo

Christian Fargeot
Chercheur au CIRAD
TA 10/D, Campus de Baillarguet
F - 34 398 Montpellier Cedex 5
christian.fargeot@cirad.fr

Résumé :

Entre 2005 et 2008, le PGTCV a analysé, en RCA, la filière de production de viande de chasse, du chasseur villageois au consommateur urbain. 4 grands types de chasse sont distingués : la chasse de subsistance, la chasse commerciale, une chasse erratique ou grand braconnage et la chasse sportive. La chasse commerciale est orientée, en priorité, vers l'approvisionnement en venaison des marchés urbains ; elle privilégie, dans ses techniques, l'efficacité et la rentabilité. La vente de la venaison joue un rôle important comme support du développement. La chasse représente plusieurs dizaines de milliers d'emplois ruraux et la commercialisation est également une source importante d'emplois, surtout féminins.

L'impact de la chasse commerciale porte essentiellement sur la faune commune sédentaire, qui peut être assimilée à la biodiversité « ordinaire », par opposition à la grande faune protégée, relevant de la biodiversité « remarquable ». La filière viande de chasse est en concurrence sévère, sur les marchés urbains, avec les autres sources de protéines disponibles ; la venaison boucanée est la forme de protides la moins chère et elle est consommée en priorité par les populations les moins favorisées. Cette contrainte tend à limiter la surexploitation de la ressource, dont le niveau peut être estimé, empiriquement, à l'aide d'indicateurs indirects, dans le cadre d'une gestion indicielle. Au niveau du village, deux indicateurs sont proposés : le rendement de l'effort de prélèvement et l'analyse du spectre biologique des proies. Sur les marchés urbains, les indicateurs pertinents semblent être le spectre biologique des étalages, le suivi des prix relatifs de la venaison et l'évolution du ratio venaison fraîche/venaison boucanée.

Sur le terrain, la chasse commerciale est organisée sur une base territoriale, qui associe l'espace du terroir de chasse du village, une institution de gestion, la chefferie, et des règles d'accès, basées sur la parenté et l'amitié. Les collectivités villageoises disposent d'instruments simples de suivi de la faune, pouvant leur permettre d'assurer une régulation sociale de la pression de chasse. À l'autre extrémité de la filière, d'autres indicateurs permettent à l'Etat de vérifier, à l'échelle du bassin d'approvisionnement des villes, la situation de la faune.

Il est donc envisageable, pour l'Etat, d'officialiser les territoires de chasse villageois et de confier la gestion de la faune commune sédentaire aux collectivités locales, en échange du respect de la faune protégée et de la mise en place de plans de gestion de la faune commune sédentaire.

Mots clefs : forêt équatoriale, Congo, RCA, gestion cynégétique, chasse commerciale

Thème 1 : forêts et biodiversité ; **Sous-thème 1.6 :** vie sauvage associée aux forêts : pratiques de gestion de la faune

Le massif forestier congolais représente la deuxième surface forestière tropicale mondiale et, à ce titre, une région particulièrement importante pour la gestion de la biodiversité, à l'échelle mondiale. L'évolution de ce patrimoine fait l'objet de nombreux débats dans la communauté scientifique et d'une communication souvent très alarmiste, en direction du grand public, de la part des O.N.G. internationales de conservation. Les prélèvements sur la faune sauvage réalisés par les populations forestières, pour leur autoconsommation et pour l'approvisionnement des marchés urbains, sont décrits sur de nombreux forums comme l'origine d'une « bushmeat crisis », renforçant les évolutions négatives de la diversité biologique, qui seraient dues à l'exploitation forestière du massif, aux défrichements agricoles et au changement global. En 2008, la Convention pour la Diversité Biologique a publié une revue bibliographique (Nasi et al, 2008), donnant une vision synthétique des publications scientifiques sur ce thème, dans l'ensemble du monde intertropical. De son côté, entre 2005 et 2008, sur un financement du Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) et de la République Centrafricaine, le Projet de Gestion des Terroirs de Chasse Villageoise (PGTCV) a analysé, dans ce pays, l'ensemble de la filière de production de viande de chasse, du chasseur villageois au consommateur urbain. Les résultats du projet permettent de proposer une organisation de la chasse villageoise, assurant des revenus importants pour les acteurs de la filière et, également, une gestion durable de la ressource faune et, donc, du bien public mondial que représente la biodiversité animale, en forêt tropicale africaine.

Dans la présente communication, nous présenterons :

- en premier lieu, les différents types socio-économiques de chasse, les principales techniques de prélèvement et leur impact sur la faune, ainsi que le poids économique et social de la filière venaison,
- puis, l'impact de la chasse commerciale sur la biodiversité en proposant une nouvelle approche pour estimer la durabilité de cette activité,
- enfin, l'organisation réelle, sur le terrain, de la filière en proposant des orientations pour la gestion de la faune commune par les collectivités villageoises.

1 - Les différents types socio-économiques de chasse.

Actuellement, dans le bassin du Congo, les politiques officielles de gestion de la faune sont axées prioritairement sur la protection des espèces et des milieux et sur l'organisation du tourisme cynégétique. Les observations de terrain font cependant apparaître une diversité des pratiques et il est ainsi possible de différencier quatre grands types socio-économiques de chasse (Roulet, 2005).

La chasse de subsistance, qui est souvent tolérée, plutôt que reconnue, par les législations des différents pays, regroupe les prélèvements sur la faune sauvage, réalisés avec les méthodes traditionnelles, par les populations villageoises, dans le cadre d'une stricte autoconsommation familiale. Toute commercialisation de la venaison, hors du cadre villageois, est donc exclue dans ce cas de figure, qui suppose une économie purement autarcique. Cette situation est devenue, de nos jours, tout à fait exceptionnelle, avec la monétarisation généralisée des sociétés africaines.

La chasse commerciale est pratiquée, à l'intérieur des communautés villageoises, par différents acteurs dans un but clairement affiché de production de revenus monétaires, en plus de la satisfaction des besoins nutritionnels de leur famille. C'est, actuellement, le type de chasse pratiquée par l'immense majorité des ruraux, avec une intensité variable en fonction de divers paramètres sociaux et économiques. Les techniques utilisées, les espèces prélevées, les périodes de chasse ne tiennent aucun compte de la législation officielle qui assimile cette activité à du braconnage, malgré son importance dans la vie des villageois et pour l'approvisionnement des marchés urbains.

Si la chasse commerciale est généralement pratiquée dans le cadre socio-spatial du village, la chasse des très grands animaux, en particulier, celle de l'éléphant, pour la collecte de l'ivoire ou, dans le passé, celle du rhinocéros pour la vente de la corne, est pratiquée par des spécialistes initiés, connaissant parfaitement la vie sauvage et munis d'armes de gros calibre. L'échelle de leur terrain de chasse dépasse très largement celle du terroir villageois et ils traquent la grande faune partout où ces grands animaux sont repérés. Ces prélèvements peuvent être qualifiés de chasse erratique et prendre la forme d'expéditions de longue durée, bien structurées et fortement armées, comme les razzias des braconniers soudanais dans l'Est de la République Centrafricaine. En aval, toute une filière clandestine, voire mafieuse, permet d'écouler les produits collectés, présentant une forte valeur sous un volume limité, en direction des marchés extérieurs, souvent asiatiques. Ces pratiques illégales relèvent, quant à elles, du grand braconnage, dans une optique de cueillette à court terme d'une ressource naturelle, sans aucun souci de son renouvellement.

À l'inverse, la seule forme de chasse réellement codifiée par la législation concerne la chasse sportive. Cette activité est motivée par la recherche d'un trophée et le goût du sport, mais non par la récolte de la viande ou le contrôle des populations animales. Elle est aussi dénommée chasse touristique ou chasse safari ou simplement safari (Chardonnet, 1995). Cette pratique cynégétique est généralement le fait de touristes étrangers, disposant d'un pouvoir d'achat élevé ; elle génère des flux de devises importants pour la balance des comptes des états africains et s'organise dans le cadre d'une filière formalisée et assez bien contrôlée par l'État. Les taxes (abattage, permis de chasse, amodiation) collectées par l'Etat sur les safaris peuvent intervenir de façon significative dans les budgets nationaux.

2 - Les principales techniques de chasse commerciale.

La chasse villageoise est une activité économique, génératrice de revenus pour les ruraux. Les techniques utilisées ne relèvent donc pas d'une approche sportive, codifiant les pratiques pour laisser ses chances au gibier et pour maintenir une éthique dans les prélèvements, mais elles privilégient l'efficacité et la rentabilité. C'est ce qui explique l'utilisation généralisée des engins et matériaux modernes (fusils, fils d'acier ou de fibres synthétiques pour les pièges), au mépris des dispositions réglementaires. Deux grands types de techniques sont utilisés pour les prélèvements : la chasse au fusil et le piégeage.

Les armes utilisées par les villageois sont très souvent fabriquées localement, avec des matériaux de récupération. Les munitions utilisées sont des cartouches de calibre 12, avec du plomb 00, ce qui permet le prélèvement d'une large gamme d'animaux, du petit céphalophe au phacochère ou aux grandes antilopes. Les principales techniques utilisées, dans le cadre de la chasse au fusil, sont :

- la chasse de nuit, à la lampe, qui est une pratique totalement interdite, mais qui permet le prélèvement essentiellement des différentes espèces de Céphalophes, en forêt,
- la chasse à l'approche, en particulier des petits primates, repérés en forêt par leurs vocalisations et
- la chasse à l'appel, en imitant le cri de détresse des Céphalophes.

Tableau n° 1 Les captures par techniques de chasse, dans les villages pilotes du PGTCV.

	Lampe	Approche	Appel	Autres
Oiseaux	0 %	5 %	0 %	0 %
Reptiles	0 %	1 %	0 %	4 %
Rongeurs	1 %	0 %	0 %	42 %
Carnivores	2 %	1 %	1 %	4 %
Primates	0 %	89 %	0 %	2 %
Céphalophes	96 %	4 %	99 %	11 %
Suidés	0 %	0 %	0 %	0 %
Pangolins	0 %	0 %	0 %	37 %
Nombre animaux	1 643	904	130	185

Source : PGTCV

En matière de piégeage, on peut distinguer le piégeage en grande forêt, pratiqué par les chasseurs professionnels dans une optique commerciale, et le « garden hunting », pratiqué par les paysans pour protéger les cultures contre les ravageurs (singes, rongeurs, suidés) tout en approvisionnant la famille en protéines. En forêt, le piégeage est réalisé principalement en coulée, à l'aide de lacets et de collets en fil métallique ou en fibres synthétiques. En bordure des champs, la gamme des pièges utilisés est plus large ; les pièges à appât traditionnels et les assommoirs répartis le long des clôtures des champs restent couramment employés.

Les anciennes techniques collectives, en particulier, la chasse au filet, sont de moins en moins pratiquées, à cause de leur rentabilité limitée et des contraintes qu'elles imposent (nombre de participants, partage de la viande). Seule, en saison sèche, dans les régions de savane, la chasse au feu est toujours largement utilisée, même si, en quelques dizaines d'années, la taille moyenne des captures s'est effondrée, passant souvent des antilopes grandes et moyennes aux gros rongeurs.

3 – Le poids économique et social de la chasse commerciale.

La chasse commerciale, comme nous l'avons signalé plus haut, est, dans l'état actuel de la législation, une activité illégale et la filière de commercialisation se situe entièrement dans le secteur informel. Il est donc difficile d'estimer précisément le poids socio-économique de cette exploitation de la faune sauvage. Les données sur la production sont éparées et difficilement comparables ; il semble plus efficace d'approcher ce secteur économique à partir de la consommation au niveau du village et en milieu urbain.

Au niveau du village, l'essentiel de la consommation de protéines est lié à des activités de cueillette : le ramassage des invertébrés (chenilles, termites, vers de palmiers), la pêche et, principalement, la chasse. Si la récolte des insectes est essentiellement une activité féminine, la pêche est réalisée soit par les femmes, avec la technique du barrage, sur les petits cours d'eau, soit par les hommes, sur les fleuves, lorsqu'il s'agit d'une activité permanente et lucrative. Par contre, la chasse et le piégeage sont des activités exclusivement masculines.

Dans les régions forestières, l'élevage des bovins est très difficile du fait de la maladie du sommeil et la production des ovins, des caprins ou de la volaille reste faible. Les animaux d'élevage ne sont consommés qu'à l'occasion de cérémonies (baptêmes, mariages, deuils) ou servent de monnaie d'échange pour les dots, lors des mariages. L'élevage est ainsi une activité de prestige et non de production et sa part dans la fourniture de protéines alimentaires reste limitée.

À Banga et à Bounguélé, dans les villages pilotes suivis par le PGTCV, en région forestière, la part respective de chacune des utilisations de la venaison montre l'importance de l'autoconsommation, en particulier en matière de piégeage (40-50 %), et celle de la vente, surtout pour la chasse au fusil (50 - 60 %). Les relevés des budgets des ménages, dans ces villages pilotes, indiquent que la vente de la venaison représente, en moyenne, plus de 20 % du revenu monétaire des villageois, ce qui est comparable à la vente du café, la culture de rente pratiquée dans la région.

Tableau n° 2 Répartition de la venaison en fonction de son utilisation, dans les villages pilotes du PGTCV

	Banga		Bounguélé	
	Chasse	Piégeage	Chasse	Piégeage
Biomasse (kg)	5 946	1 570	5 893	1 856
Autoconsommation	28 %	40 %	22 %	49 %
Don	5 %	12 %	4 %	11 %
Troc	1 %	0 %	1 %	0 %
Vente	61 %	47 %	51 %	40 %
Non déterminé	6 %	0 %	22 %	0 %

Source : PGTCV.

En milieu urbain, la consommation de venaison a fait l'objet de diverses études, souvent au niveau des capitales. Pour sa part, le PGTCV a réalisé, en 2008, une enquête auprès de 1 000 ménages de l'agglomération de Bangui, la capitale centrafricaine, pour déterminer la répartition en valeur de leurs achats de protéines. Les résultats (tableau n° 3) font apparaître la part majeure (40%) du bœuf dans l'alimentation des banguissois, suivi par le poisson (24 %) et par la venaison fraîche et boucanée (22 %). Ils confirment l'importance réduite du petit élevage. Les relevés de prix, effectués sur les marchés urbains, montrent que la viande de brousse boucanée est la source de protéines la moins chère, ramenée à l'équivalent biomasse. Sans faire appel à des explications de type anthropologique, qui ont parfois été avancées, le facteur économique suffit à expliquer l'importance de la venaison dans l'alimentation des citadins et, en particulier, des plus pauvres.

Tableau n° 3 : Valeur marchande (en %) de la consommation en protéines des ménages banguissois.

Bœuf	40 %
Poisson	24 %
Venaison fraîche	5 %
Venaison boucanée	17 %
Chenilles	1 %
Petit élevage	10 %
Autres	3 %
TOTAL	100%

Source : PGTCV

Si la chasse est une activité purement masculine, la commercialisation de la venaison est très fortement féminisée, qu'il s'agisse de la collecte en brousse ou de la vente au détail, sur les marchés urbains. Les entretiens réalisés auprès des acteurs de la filière ne font pas apparaître de barrières sociales ou ethniques à l'entrée dans ces activités de négoce, tandis que le capital de départ est très limité. La vente au détail de venaison est souvent réalisée par des jeunes femmes, en phase d'insertion sociale, qui, au fur et à mesure de leurs possibilités financières, s'intéressent à la collecte du gibier, auprès des chasseurs villageois. Ces commerçantes remontent ainsi la filière, en recherchant le meilleur taux de rentabilité, puis, lorsqu'elles ont acquis une certaine surface financière et l'âge aidant, elles abandonnent la filière venaison pour s'intéresser à d'autres activités commerciales, plus rentables.

La chasse commerciale joue ainsi un rôle important comme support du développement. L'activité de chasse en elle-même représente, au niveau d'un pays comme la RCA, l'équivalent de plusieurs dizaines de milliers d'emplois à temps plein, à comparer à la dizaine de milliers de fonctionnaires. La commercialisation est également source d'emplois permettant l'intégration des femmes dans les circuits économiques et facilitant leur ascension sociale. La filière permet une circulation monétaire importante, dans le sens villes vers campagne, qui équilibre les besoins en numéraire des ruraux, pour financer la santé, l'éducation, les impôts ou l'achat des équipements de base (matériel agricole, matériel de construction).

4 – L'impact de la chasse villageoise sur la biodiversité.

Les réflexions les plus récentes, en matière de gestion pratique de la biodiversité (Chevassus-au-Louis et al., 2009), distinguent, d'une part, la biodiversité ou la nature « ordinaire » qui joue un rôle essentiel dans le fonctionnement des écosystèmes et, d'autre part, la biodiversité ou la nature « remarquable », qui a un rôle plus important au niveau diversité génétique et sur le plan éthique (valeur d'existence). Les relevés, effectués pendant plus de trois ans sur les marchés de concentration de la venaison, aux entrées de Bangui, permettent d'établir le spectre biologique de l'approvisionnement de viande de chasse en milieu urbain.

Tableau n° 4

Spectre biologique, en biomasse, des approvisionnements en venaison du marché du PK 12, à Bangui.

	Total (t)	%
Grandes antilopes	166	4 %
Buffle	285	7 %
Céphalophes	1 294	32 %
Eléphant	60	1 %
Guib harnaché	697	17 %
Rongeurs	459	11 %
Petits singes	261	6 %
Suidés	515	13 %
Toutes espèces	4 075	100 %

Source : PGTCV.

Les $\frac{3}{4}$ de la biomasse transitant par ce marché (4 000 t par an) proviennent de la faune sédentaire, particulièrement des ongulés petits et moyens (Céphalophes, Guib harnaché), des rongeurs et des suidés. Ces animaux se caractérisent tous par des stratégies de reproduction dynamiques de type « r », par une taille moyenne à faible et par une ubiquité écologique. Ces caractères leur procurent une forte résilience face à l'anthropisation des milieux et leur permettent de résister à une pression de chasse élevée. Les animaux de ce type sont à la base de la biodiversité ordinaire et nous la regrouperons sous le vocable de « faune commune sédentaire ». Par opposition, on peut alors définir la biodiversité remarquable dont les éléments, dans le règne animal, présentent les caractéristiques inverses (stratégies « K », spécialisation écologique).

Pour comprendre l'impact de la chasse commerciale sur la faune commune sédentaire, il faut rappeler que la venaison boucanée est la source de protéines la moins chère, disponible sur les marchés urbains. La filière est dans une situation de concurrence sévère, qui pèse sur les prix de vente et sur les marges. Dans notre cas, il faut exclure du raisonnement toute approche européocentrée, considérant la venaison comme un plat de luxe, réservé à des consommations festives et peu sensible aux prix. Dans ce cadre socio-économique, les pressions exercées sur la faune commune sédentaire par la chasse commerciale aboutissent à des situations d'équilibre dynamique, toute surexploitation entraînant, par raréfaction de la ressource, une augmentation des prix de revient et une diminution corrélative de la consommation. Cette approche théorique est confirmée, dans le cas de Bangui, par le fait que les prix de la venaison restent stables, que le spectre biologique des prélèvements ne varie pas et que la proportion de venaison fraîche, de conservation très limitée dans les conditions locales, est constante, entre 40 et 80 %, selon les espèces. Ce dernier point souligne que le bassin d'approvisionnement de Bangui, articulé sur le réseau routier goudronné, reste constant dans la durée.

En ce qui concerne la biodiversité remarquable (ou la faune « protégée »), la chasse commerciale aura un impact sur les populations animales proportionnel à l'abondance de chaque espèce. En effet, le chasseur commercial est d'abord soucieux de la productivité de son travail et ne s'intéresse pas particulièrement aux espèces rares dont la chasse est peu rentable, les prix de vente à l'unité de poids étant à peu près constants quelles que soient les espèces vendues. Par contre, si des espèces rares peuvent alimenter un marché extérieur lucratif, pour des produits autres que la venaison, comme l'ivoire pour l'éléphant ou la corne pour le rhinocéros, elles seront alors à la base, non plus d'une chasse commerciale classique, mais de trafics issus du grand braconnage ou de la

chasse erratique, définie plus haut. En fonction de la rentabilité de ces opérations et des capacités d'adaptation de l'espèce recherchée, la chasse erratique peut conduire à sa disparition totale, comme cela a été le cas, dans le courant des années 1980, pour le rhinocéros noir, en RCA.

5 - Les indicateurs de gestion de la faune commune sédentaire.

Les inquiétudes liées à une surexploitation de la ressource faune par la chasse commerciale proviennent fréquemment de calculs comparant la consommation de venaison et la production estimée de biomasse-gibier. Ces estimations de la production biologique nécessitent de déterminer la densité absolue d'animaux d'une espèce sur une surface délimitée et, également, de connaître les paramètres démographiques de cette population pour appliquer un modèle mathématique et, ainsi, calculer la production potentielle. Ce type de méthodes, s'il peut sembler rationnel, se heurte dans la pratique à de nombreuses difficultés. Les travaux de comptage sont souvent coûteux et nécessitent une technicité et un appareillage statistique empêchant leur vulgarisation au niveau des collectivités villageoises. Leur précision est également très discutable. De plus, la biologie et la démographie des espèces communes de la faune africaine restent encore très mal connues. Ces problèmes ne sont d'ailleurs pas spécifiques du monde tropical puisqu'ils ont conduit à abandonner ces méthodes mathématiques pour la gestion des ongulés européens.

Elles font maintenant place à une approche empirique, cherchant à définir des indicateurs de l'évolution des populations animales, à partir d'observations biométriques, de mesures d'impact sur la flore ou de niveaux de dégâts (Morellet, 2008). C'est ce que l'on appelle « la gestion indiciaire ». On ne s'intéresse plus au niveau absolu des populations animales, mais à l'évolution, dans le temps, de leurs densités. Toute la difficulté réside à trouver des indicateurs, à la fois, justes, faciles à mettre en œuvre et, surtout, que les communautés villageoises puissent s'approprier et utiliser pour la gestion de leur ressource « faune commune sédentaire » (ONC, 1995).

Pour cette nouvelle approche, le PGTCV a proposé deux niveaux de réflexion : le village pour la gestion cynégétique du terroir villageois et les marchés urbains pour un suivi à une échelle plus globale de l'approvisionnement des villes.

Au niveau du territoire villageois, deux types d'indicateurs ont été testés et semblent se compléter :

- le rendement de l'effort de prélèvement et
- le spectre biologique des prélèvements.

Le rendement matière de l'effort de prélèvement, qu'il s'agisse de la chasse au fusil ou du piégeage, représente la quantité de biomasse prélevée par personne et par unité de temps. Cet indicateur permet un suivi, dans le temps, de la densité globale de la faune à l'échelle locale. Il est basé sur un relevé des résultats de chasse et il est donc simple à mettre en place et appropriable par la communauté des chasseurs villageois. Il peut être affiné par un calcul du rendement financier de cet effort de prélèvement. Par contre, il ne fournit pas de renseignements sur la dynamique de chaque espèce.

Ce dernier facteur peut être appréhendé par l'analyse du spectre biologique des prélèvements. Il s'agit, en fonction du mode de prélèvement, de déterminer l'importance relative de chaque espèce ou groupe d'espèces dans les tableaux de chasse, à la fois en nombre d'individus et en biomasse. Cet indicateur permet de suivre, dans le temps, l'abondance relative de chaque espèce, sur l'ensemble du territoire de chasse. Il est également basé sur l'analyse des tableaux de chasse et, donc, facile à mettre en place et à utiliser par les chasseurs locaux.

Au niveau des marchés urbains, les indicateurs pertinents semblent être :

- le spectre biologique des prélèvements et son évolution. Une diminution de la taille moyenne des espèces commercialisées indique une situation de surchasse pour les plus grandes espèces ; de même, une augmentation significative de la proportion des rongeurs et des autres espèces anthropiques est liée à des changements dans l'utilisation de l'espace périurbain (déforestation et développement des jachères agricoles).
- Le suivi des prix relatifs de la venaison par rapport aux autres sources de protéines. La stabilité de cet indice indique une permanence de la structure des coûts de production et de la taille du bassin d'approvisionnement du marché.
- L'évolution, selon les espèces, du ratio venaison fraîche/venaison boucanée renseigne également sur la dynamique des populations et sur l'évolution du bassin d'approvisionnement. Rappelons en effet que, dans les conditions techniques actuelles en Afrique centrale, sans possibilité de conservation par le froid, la venaison fraîche a une durée de conservation d'au maximum 48 heures, entre l'abattage de l'animal et sa vente au consommateur final. Une abondance de viande fraîche sur un marché urbain révèle donc une densité animale conséquente, à faible distance de la ville. Par contre, l'absence de viande fraîche nécessite une analyse plus fine ; en effet, elle peut dénoter, soit une auréole de défaune autour de la ville, soit, au contraire, une situation très saine pour cette espèce animale, permettant la mise en place d'un circuit de vente directe, du chasseur périurbain au consommateur urbain, sans passer par le marché. C'est ce dernier cas qui est observé sur tous les marchés urbains centrafricains, en dehors de Bangui.

6 – Vers des plans villageois d'aménagement de la faune.

Actuellement, dans le bassin du Congo, les politiques de gestion de la faune, centrées sur la protection de la nature et sur l'organisation du tourisme cynégétique, ont abouti, dans les faits, à spolier les collectivités villageoises de leurs droits ancestraux sur la faune commune sédentaire. Elles repoussent dans l'illégalité une filière de production qui représente une fraction importante de l'économie nationale, contribue de façon significative à l'équilibre alimentaire de l'ensemble de la population, rurale comme urbaine, et participe de façon efficace à la lutte contre la pauvreté.

En dehors de cet aspect purement légal, cette filière est totalement informelle, ce qui ne facilite pas son étude et son intégration. Les travaux menés par le PGTCV ont toutefois fait apparaître des différences majeures entre les pratiques de terrain, la législation officielle et les représentations que les différents acteurs ont de ce secteur économique. La chasse commerciale, qu'il s'agisse des chasseurs, des espèces prélevées ou de l'impact des pratiques, doit être clairement séparée du grand braconnage ou chasse erratique.

Sur le terrain, la chasse commerciale est organisée, actuellement, sur une base territoriale, au sens classique des géographes, qui associe un espace, des institutions et des règles de gestion. Selon les cas, l'espace concerné, en fonction de l'histoire et de l'ethnie, sera le terroir villageois ou un regroupement intervillageois, dont les limites spatiales peuvent être plus ou moins précises, mais qui sont reconnues par les communautés voisines. L'institution chargée de la gestion de ce territoire est clairement la chefferie traditionnelle, le chef de village ou le chef de canton et le conseil des anciens. Elle est chargée de faire respecter les règles d'accès, basées sur la parenté et sur l'amitié, et personne ne pénètre impunément sur les terrains de chasse, sans son accord.

Si ces règles d'accès semblent générales, il est par contre très difficile d'identifier des règles de gestion de la ressource. Ceci paraît lié, d'une part, à l'abondance relative de la faune, les restrictions d'usage n'intervenant qu'en cas de pénurie, et, d'autre part, à la difficulté d'identifier des mesures techniques réellement efficaces et socialement acceptables. Par exemple, l'efficacité d'une

période de fermeture de la chasse se heurte à la nécessité d'approvisionner les marchés urbains et, également, au fait que la reproduction de nombreux mammifères forestiers semble permanente et non pas saisonnière. De même, la rotation, sur le terroir villageois, des zones de chasse et des réserves suppose que les populations animales fonctionnent selon le modèle source-puits, ce qui n'est pas évident pour le principal groupe prélevé, les Céphalophes de forêt.

Les travaux du PGTCV permettent cependant de proposer aux chasseurs villageois des instruments simples de suivi de la faune commune sédentaire (rendement de l'effort de chasse, spectre biologique des prélèvements), pouvant leur permettre d'assurer une régulation sociale de la pression de chasse, selon l'évolution des indices, en modulant, par exemple, le nombre de pièges posés en forêt, le nombre de cartouches pouvant être amenées par sortie ou la répartition de ces sorties dans le temps. Cependant, cette pression sociale ne pourra être effective que si la collectivité peut contrôler l'accès au territoire et, également, la commercialisation de la venaison, ce qui suppose une organisation locale des marchés. À l'autre extrémité de la filière, il est possible de vérifier, à l'échelle du bassin d'approvisionnement des villes, la situation démographique de la faune commune, à l'aide d'un suivi de quelques indicateurs très simples (spectre biologique des prélèvements, suivi des prix relatifs et ratio viande fraîche/viande boucanée).

À condition que l'État accepte d'officialiser les territoires de chasse villageois et de confier la gestion de la faune commune sédentaire aux collectivités locales, en échange du respect de la faune protégée, il serait ainsi possible d'envisager une véritable gestion durable de cette ressource, qui se matérialiserait par la mise en place, à l'échelle villageoise, de plans d'aménagement de la faune commune sédentaire.

Bibliographie

Chardonnet, P (dir) et al. 1995. *Faune sauvage Africaine, la ressource oubliée*. 2 tomes. Bruxelles, Belgique, CEE/IGF. 699 p.

Chevassus-au-Louis, B., Salles, J. M. et Pujol, J. L. 2009. *Approche économique de la biodiversité et des services liés aux écosystèmes. Contribution à la décision publique*. Centre d'analyse stratégique. Gouvernement Français. 376 p. Disponible sur http://www.strategie.gouv.fr/article.php3?id_article=980&var_recherche=biodiversité%E9

Fargeot, C. 2004. La chasse commerciale en Afrique centrale. I. La venaison ou le négoce d'un produit vivrier II. Une activité territoriale de rente. *Bois et Forêts des Tropiques*, 282 (4) : 27-40 et 283 (1) : 65-80.

Godelier, M. 1984. *L'idéal et le matériel*. Paris, France, Fayard. 348 p.

Morelet, N. 2008. La gestion des grands herbivores par les indicateurs de changement écologique. *Faune sauvage*, 282 : 9-18.

Nasi, R., Brown, D., Wilkie, D., Bennett, E., Tutin, C., van Tol, G. et Christophersen, T. 2008. *Conservation and use of wildlife-based resources: the bushmeat crisis*. Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, Montréal et Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR), Bogor. Technical Series no. 33. 50 p. Disponible sur <http://www.cdb.int/ts/>

ONC 1995. Spécial lièvre d'Europe. *Bulletin mensuel de l'Office National de la Chasse*, 204 : 1-96.

Roulet, P. A. 2005. « Chasseur blanc, cœur noir » ? *La chasse sportive en Afrique Centrale*. Thèse de géographie, Université d'Orléans, France, 563 p.